

Observatoire « Russie, Europe orientale et Caucase du Sud »*

Débats stratégiques



Centre Russie/NEI

Note n° 29(62)
Septembre 2021

Points clés

● Moscou souhaite que les négociations sur la stabilité stratégique avec Washington aboutissent à la conclusion de traités juridiquement contraignants. Pour avancer, les États-Unis doivent néanmoins clarifier leur position (sur les missiles de portée intermédiaire notamment) et renoncer à certaines exigences (inclure les armes nucléaires tactiques).

● Le rôle de l'aviation pilotée devrait décroître considérablement dans les conflits futurs. Il est urgent pour Moscou de concevoir des drones et moyens de lutte anti-drones.

● La création de bataillons aéromobiles au sein des forces aéroportées augmentera la rapidité de projection de celles-ci, mais pourrait pâtir du manque d'hélicoptères disponibles.

Nucléaire / Dissuasion

Dans un long entretien accordé à *Kommersant*, le vice-ministre des Affaires étrangères S. Riabkov estime que **la conclusion d'un ou de plusieurs traités juridiquement contraignants reste l'objectif de Moscou dans ses négociations avec Washington sur la stabilité stratégique**. Si cela s'avère impossible, des accords *politiquement* contraignants seraient une option envisageable. Sur le fond, pour l'heure, la position américaine ne permet pas de dégager une « équation de sécurité » mutuellement satisfaisante. En particulier, Washington doit clarifier son point de vue concernant les missiles de portée intermédiaire. Les vecteurs, et non les ogives, sont le sujet prioritaire. Par ailleurs, **Moscou juge inacceptable la demande américaine d'inclure dans le traité les armes nucléaires tactiques**. Enfin, les négociations doivent rester inscrites dans le cadre bilatéral initial, et ne pas introduire de « facteurs de complication inutiles » tels que la question des armes nucléaires chinoises (*Kommersant*, 10 septembre 2021).

Outil militaire : capacités et modernisation

Les colonels Choubine, Kot et Kouzenkine estiment que **le conflit du Haut-Karabagh marque le « crépuscule de l'aviation pilotée » dans les conflits futurs**. Les avions de renseignement, les bombardiers puis les chasseurs perdront progressivement leur utilité. La Russie doit d'urgence rattraper son retard en matière de drones, mais aussi concevoir des moyens efficaces de lutte (dont aucun pays ne dispose pour l'heure) contre les attaques massives de ces appareils (*Voïennaïa Mysl*, septembre 2021).

Pour V. Sokirko, de *Svobodnaïa Pressa*, **la décision du ministère de la Défense de créer sept bataillons aéromobiles (transportés par hélicoptères) au sein des forces aéroportées (VDV) permettra à celles-ci de devenir de véritables forces de réaction rapide** et accroîtra ainsi les capacités de projection de l'armée russe. Elle traduit le retour d'expérience de la guerre contre la Géorgie en 2008, où l'utilisation de forces aéromobiles aurait permis de diviser par deux la durée de l'intervention. En outre, cette initiative s'inscrit dans une tendance internationale où le recours aux parachutistes est perçu comme trop coûteux et risqué (même si Moscou n'a pas l'intention d'y renoncer complètement). Cependant, la mise en place de ces bataillons nécessiterait l'acquisition de 150 hélicoptères, un objectif difficilement atteignable actuellement compte tenu des lenteurs de production (*Svobodnaïa Pressa*, 29 août 2021).

Points clés

- Moscou semble vouloir constituer une importante réserve militaire, avec deux implications possibles : la fin de la conscription ou la conduite d'une intervention militaire massive.
- Parmi les enseignements principaux des exercices Zapad-2021, les experts soulignent le fait que la Russie n'ait pas saisi cette occasion pour envahir l'Ukraine. Pour certains d'entre eux, ce pourrait cependant n'être qu'une question de temps et il conviendra de redoubler de vigilance à compter du printemps 2022. Pour d'autres, Moscou a renoncé à mener cette guerre impossible à remporter.
- Les experts soulignent aussi le rôle secondaire de l'armée biélorusse dans les exercices. Moscou semble davantage soucieux d'intensifier sa présence militaire dans le pays que de renforcer les capacités de son allié.

Forces armées

Selon l'expert militaire A. Goltz, **Moscou semble amorcer la constitution d'une réserve militaire** (*boïevoï armeïskii rezerv strany*, BARS). D'après des informations officielles encore très parcellaires (qui concernent le district militaire du Sud), celle-ci pourrait reposer sur le recrutement de 100 000 hommes par an. Cette initiative pourrait être dictée par des intentions très différentes : à moyen terme (environ deux ans), Moscou pourrait renoncer à la conscription, ou, au contraire, mobiliser cette réserve dans une opération militaire de grande ampleur (*Republic*, 6 septembre 2021).

Exercices militaires conjoints Zapad-2021

Selon P. Felgengauer, de *Novaïa Gazeta*, **les exercices Zapad-2021 visaient essentiellement à impressionner et préoccuper les adversaires occidentaux**. La Russie a montré qu'elle était capable de déployer rapidement ses forces dans des conflits de tous niveaux. Selon les données officielles, près de 200 000 personnes, 80 avions et hélicoptères, 15 navires et 290 chars (entre autres) ont participé aux manœuvres. Néanmoins, **ces exercices ont moins d'importance que les manœuvres du printemps à la frontière avec l'Ukraine**, qui ont mobilisé plus de 300 000 hommes (ce chiffre officiel serait largement en deçà de la réalité), et provoqué l'alarmisme des pays occidentaux. Les conditions climatiques russes semblent exclure toute opération de grande envergure d'ici la fin de l'année, mais **la vigilance doit rester de mise pour 2022**. Par ailleurs, **les exercices Zapad ont montré la faiblesse de l'armée biélorusse**. Le régime d'A. Loukachenko, qui s'est toujours essentiellement appuyé sur le ministère de l'Intérieur et le KGB, n'a cessé de réduire les dépenses militaires. Les troupes intérieures (sur lesquelles le régime s'est appuyé pour mener la répression en 2020) comptent jusqu'à six brigades. En revanche, l'armée (de conscription) ne comprend que 16 500 hommes, seulement deux brigades mécanisées à part entière et deux autres réduites (encadrées), auxquels s'ajoutent les 6 000 membres des forces spéciales (*Novaïa Gazeta*, 14 septembre 2021).

L'expert indépendant Iou. Fedorov observe que la conduite d'opérations d'assaut aéroportées et le déploiement secret de troupes, qui figuraient au programme des exercices Zapad-2021, ont un caractère nettement offensif. Par ailleurs, le cœur des exercices a eu lieu à Voronej et Nijni-Novgorod, et visait donc d'avantage l'Ukraine que l'OTAN. Néanmoins, et il s'agit de l'enseignement le plus important de ces exercices, **Moscou n'a pas osé envahir l'Ukraine**, probablement pour les raisons suivantes : 1) la capacité de combat de l'armée ukrainienne est aujourd'hui nettement supérieure à celle de 2014. La Russie ne pourrait obtenir la victoire que par des frappes massives de missiles aériens, avec des conséquences extrêmement lourdes en termes d'isolement international ; 2) la Russie ne serait pas en mesure de contrôler les territoires occupés dans la durée. **Son objectif, y compris via les exercices Zapad-2021, est de maintenir un niveau élevé de menace militaire, de démoraliser la classe politique et la société ukrainiennes, et de pousser Kiev à l'erreux et le contraindre à capituler** (*Svoboda*, 18 septembre 2021).

Pour le fondateur du Belarus Security Blog A. Paratnikau, **le multilatéralisme des exercices Zapad-2021 et le fait que les Biélorusses n'y aient représenté que 5 % des effectifs marque une perte de statut de Minsk en tant que partenaire militaire essentiel de Moscou** contre l'OTAN. Revenant sur d'autres sujets liés à la coopération militaire bilatérale, l'expert relativise l'importance du contrat portant sur la vente d'armes

Points clés

- L'acquisition future de sous-marins à propulsion nucléaire américains par l'Australie risque de déséquilibrer davantage les rapports de force en Indopacifique au détriment de la Russie. Les tensions entre les États-Unis et la France qui résultent du revirement australien pourraient toutefois jouer un rôle positif pour la relation entre Paris et Moscou.
- La tendance à la répression des opposants devrait se poursuivre à l'issue des élections législatives.
- Quelle que soit l'issue des élections législatives allemandes, la politique de Berlin envers la Russie ne devrait pas sensiblement évoluer. Moscou devra cependant s'efforcer de tisser des liens avec les élites de la nouvelle génération dont la connaissance de la Russie pourrait s'avérer faible.

russes au Bélarus pour 1 milliard de dollars à l'horizon 2025 : ce montant est en phase avec les dépenses militaires bélarusses des années précédentes, et Minsk n'a pas obtenu de conditions particulièrement avantageuses. Enfin, s'agissant du centre conjoint de formation des pilotes, son statut évoluera probablement vers celui de base militaire. De fait, **la Russie n'a pas d'intérêt à ce que le Bélarus se renforce militairement, mais elle compte y consolider sa propre présence pour empêcher un éventuel retournement géopolitique** de Minsk dans l'avenir (*RFI.ru*, 16 septembre 2021).

Contexte stratégique

Pour I. Kramnik, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), la dénonciation par l'Australie du contrat sur la vente de sous-marins français au profit d'appareils américains invite à repenser la position de la Russie dans l'Indopacifique. Les capacités (conventionnelles) de la marine russe dans cette région sont inférieures à celles du Japon et de la Corée du Sud ; **quand l'Australie déploiera ses sous-marins à propulsion nucléaire, elle pourrait à son tour avoir la supériorité sur la flotte russe**. Ce déséquilibre compromet la capacité de la Russie à promouvoir ses intérêts et à tisser des partenariats dans cette région. En outre, une telle reconfiguration compliquerait l'action de la Russie en cas de conflit dans la région avec les États-Unis et leurs alliés. Néanmoins, **la crise entre Paris et Washington, dont la relation bilatérale ne sortira pas indemne, ouvre aussi des opportunités à Moscou**. La France, qui a déjà perdu plusieurs contrats d'armements significatifs, aura besoin de se trouver un nouveau partenaire majeur, et la Russie pourrait en profiter pour lui proposer des coopérations mutuellement avantageuses (*Rossiia v Globalnoi Politike*, 21 septembre 2021).

Élites / *siloviki*

Pour T. Stanovaïa, de *R-Politik*, le durcissement du régime opéré depuis 2020 sous l'influence des élites-*siloviki* est indépendant des échéances électorales. Par conséquent, **la fin des élections législatives ne mettra pas un terme aux persécutions politiques, qui pourraient même s'accroître**. En particulier, le sentiment de vulnérabilité du régime et la crainte d'un complot fomenté contre lui depuis l'Occident sont les principaux moteurs de la politique répressive qui devraient conduire à la multiplication des associations et des personnes qualifiées d'« agents de l'étranger » et des « organisations indésirables » (*Republic*, 17 septembre 2021).

Russie / Occident

V. Belov, de l'Institut de l'Europe, considère que **les résultats des élections législatives allemandes influenceront peu sur la politique de Berlin à l'égard de Moscou**. L'Allemagne conservera une posture critique vis-à-vis du régime russe sur le plan des valeurs démocratiques, tout en reconnaissant l'importance de la Russie comme partenaire économique et interlocuteur sur les questions géopolitico-sécuritaires. Bruxelles et Washington poseront probablement d'avantage de difficultés au projet de Nord Stream 2 que Berlin. Néanmoins, le changement de génération risque d'entraîner une perte d'expertise sur la Russie parmi les nouvelles élites politiques allemandes. Il est urgent d'engager des discussions sur l'avenir de la relation bilatérale entre experts et politiques des deux pays et de médiatiser leurs résultats (*Nezavisimoe Voïennoïe Obozrenie*, 19 septembre 2021).

Points clés

- Moscou est désormais moins impliqué dans le processus bureaucratique d'intégration russo-bélarusse que Minsk, dont l'isolement international renforce la dépendance envers la Russie.
- En matière d'intégration russo-bélarusse, Minsk et Moscou « jouent la montre » : le premier conserve l'espoir de restaurer ses relations avec l'Union européenne ; le second évite de s'aliéner la population bélarusse en lui imposant une unification brutale.
- Le bilan du sommet Biden-Zelensky est mitigé pour Kiev, qui n'a pas pu obtenir d'engagements tangibles de Washington en matière de transit énergétique et de sécurité.
- La défense antiaérienne constitue un des points faibles des territoires séparatistes du Donbass.

Bélarus

Selon A. Chraïbman, chercheur (bélarusse) du Centre Carnegie de Moscou, l'importance des accords d'intégration russo-bélarusses (28 programmes, dont la signature devrait avoir lieu en novembre) ne doit pas être surestimée. Les projets les plus ambitieux, comme la création d'une devise commune et d'organes supranationaux, ont été abandonnés en 2019 et ne sont plus à l'ordre du jour. Après l'approbation définitive des programmes conjoints par les deux chefs d'État, un nouveau marchandage s'engagera sur leur interprétation (modalités, délais, degré de contrainte). Si ces projets sont mis en œuvre, ils conduiront non pas à une fusion entre les deux pays, mais à une plus grande interpénétration des économies et une harmonisation de leurs réglementations. Quoi qu'il en soit, **Minsk est désormais plus impliqué dans le processus d'intégration que Moscou**. Ce dernier dispose de moyens plus efficaces que les accords-cadres pour s'assurer de la loyauté de son allié (comme la création récente d'un centre d'entraînement militaire commun à Hrodna, ou l'accord sur l'utilisation des ports russes pour exporter les produits pétroliers bélarusses). En outre, **tant qu'A. Loukachenko poursuit son isolement vis-à-vis de l'Occident, « le temps travaille pour Moscou »** (*Centre Carnegie de Moscou*, 3 septembre 2021).

D. Meliantsov, du *think tank* bélarusse Minski Dialog, souligne pour sa part que les 28 programmes bilatéraux ne comportent pas de volets militaires et politiques. **La Russie, qui a tiré les enseignements du Maïdan, ne semble pas vouloir prendre le risque d'imposer à son allié une intégration à marche forcée**. Elle inscrit cette ambition dans le temps long et maintiendra ses efforts pour y parvenir. Le Bélarus, pour sa part, continue de « jouer la montre », espérant avoir l'opportunité de retrouver sa souveraineté (*Centre Carnegie de Moscou*, 14 septembre 2021).

Ukraine / Mer Noire

T. Silina, de *Zerkalo Nedeli* (Kiev), considère que **les bénéfices de la visite de V. Zelensky à Washington sont modestes pour l'Ukraine**. Kiev n'a pas obtenu d'avancées sur le Nord Stream 2, l'adhésion à l'OTAN, une plus grande implication des États-Unis dans le conflit du Donbass. La signature d'un accord sur les fondements stratégiques du partenariat de défense n'a rien d'une percée ; il ne s'agit que d'un accord-cadre dont les applications concrètes restent incertaines. Parmi les points positifs pour Kiev, outre la confirmation du niveau de partenariat stratégique entre les deux pays, il faut souligner que Washington ne s'est pas référé aux accords de Minsk, qui impliquent des concessions politiques trop importantes à l'égard de la Russie (*Zerkalo Nedeli*, 3 septembre 2021).

Pour le correspondant militaire Iou. Kotenok (sans affiliation connue), **la récente attaque de drones menée par l'armée ukrainienne contre une installation de stockage de pétrole dans le Donbass révèle la vulnérabilité de la région en matière de défense antiaérienne**. Les nombreux postes militaires séparatistes isolés constituent des cibles faciles pour l'artillerie et les drones ukrainiens. Pour l'heure, Kiev s'abstient de mener une opération de grande ampleur afin d'éviter une guerre contre la Russie, mais il est probable que des frappes de ce type se multiplient, notamment contre des infrastructures civiles (*Svobodnaïa Pressa*, 12 septembre 2021).

Moyen-Orient

A. Mardassov, du Russian International Affairs Council (RIAC), observe que **le**

Points clés

- Au Liban, Moscou manœuvre entre pro-iraniens et pro-syriens, tout en ménageant le camp sunnite. Ces relations ambivalentes servent ses intérêts au Liban et en Syrie, mais sont aussi une carte à jouer dans les négociations avec l'Occident.
- En Afghanistan, Moscou ne peut prétendre qu'à un rôle secondaire, derrière Pékin, Islamabad et Téhéran.
- La montée de l'islam politique appelle la Russie à revoir sa politique traditionnellement orientée vers les régimes laïcs. En particulier, reconnaître la légitimité des talibans lui permettrait de renforcer son influence sur ce pays, *a fortiori* en cas d'isolement de celui-ci sur la scène internationale.

renforcement des forces pro-iraniennes et pro-syriennes au Liban s'accompagne d'une intensification de l'activité diplomatique russe dans ce pays. Certes, Moscou s'efforce de limiter l'affichage de sa proximité avec les forces pro-iraniennes, en particulier le Hezbollah. Il maintient ainsi des canaux avec les sunnites et a soutenu ouvertement R. Hariri lorsque celui-ci se proposait de diriger le gouvernement libanais. Le jeu complexe de Moscou se poursuit sur le théâtre syrien : en certaines occasions, la Russie a permis aux combattants du Hezbollah de hisser le drapeau russe pour se prémunir contre des frappes israéliennes. Dans le même temps, elle a laissé Israël attaquer des positions du groupe terroriste, et a soutenu l'action d'anciens rebelles syriens contre les forces pro-iraniennes. Ses rapports ambivalents avec les pro-iraniens renforcent ses marges de manœuvres au Liban, mais créent aussi des opportunités de négociation avec l'Occident. Concernant les futures élections législatives de mai 2022, Moscou se satisfera tant d'une victoire du camp soutenu par le Hezbollah (G. Bassil) que de celle du camp pro-syrien (S. Frangié). La Russie devrait toutefois prendre garde à ne pas négliger l'opposition sunnite dans un contexte où le Hezbollah est de plus en plus critiqué en interne (*Riddle*, 1^{er} septembre 2021).

Afghanistan

Selon A. Kortounov, du RIAC, **quatre principaux facteurs ont conduit à la victoire russe en Syrie et à l'échec américain en Afghanistan**, malgré des moyens militaires russes très inférieurs : 1) à Damas, Moscou pouvait s'appuyer sur un régime solide, qui, contrairement aux autorités de Kaboul, bénéficiait d'un soutien populaire relativement fort ; 2) l'intervention russe a été facilitée par l'implication de puissances régionales ayant des intérêts directs en Syrie – une différence fondamentale avec la force de coalition déployée en Afghanistan, essentiellement occidentale ; 3) la Russie était confrontée à des groupes terroristes internationaux, tandis que les talibans constituent un phénomène national représentant les intérêts d'une partie des Afghans ; 4) l'opération russe était mieux préparée, la mobilisation d'experts orientalistes et du renseignement assurant une meilleure compréhension du terrain. **Dans l'avenir, la compétition pour l'influence sur Kaboul se jouera principalement entre Pékin, Islamabad et Téhéran. Les objectifs de Moscou, qui ne dispose pas de leviers politiques et économiques significatifs, devraient rester « modestes »** : prévenir la déstabilisation des États d'Asie centrale, lutter contre l'implantation de groupes terroristes internationaux en Afghanistan et limiter le trafic d'opiacés, dont la Russie reste le principal marché d'exportation. Cependant, l'isolement de Kaboul sur la scène internationale favorisera (le cas échéant) l'influence russe (*Republic*, 24 août 2021).

Par ailleurs, toujours dans ce contexte afghan, A. Kortounov considère que **la politique étrangère russe doit s'adapter à la montée de l'islam politique** dans de nombreux pays musulmans. Moscou ne peut plus se permettre de privilégier les partenariats avec les régimes laïcs et de se tenir à distance des régimes religieux comme elle le fait depuis plusieurs décennies au Moyen-Orient (*Republic*, 21 septembre 2021).

Pour T. Bordatchev (Valdaï, Haut collègue d'économie), **Moscou a intérêt à reconnaître la légitimité du régime des talibans**. La victoire durable de ces derniers permettrait de libérer la périphérie de la Russie d'une présence occidentale indésirable. En outre, les talibans semblent en mesure de bâtir un État fort (ce qui nécessitera probablement l'élimination physique de l'opposition) et de faire de l'Afghanistan un acteur régional clé, plus qu'il ne l'a été au cours des 50 dernières années. Moscou et Pékin

Points clés

- Si la SMP Wagner dispose d'une réputation favorable auprès des nouvelles autorités maliennes et d'une partie de la population, elle sera cependant confrontée à de sérieux obstacles sur le terrain, en particulier les tentatives de déstabilisation menées par Paris et la complexité du contexte ethno-politique intérieur. En outre, sa présence risque d'être instrumentalisée par la junte pour éviter la tenue d'élections démocratiques.

- En se rapprochant de la Chine sur les questions de mémoire historique et en ouvrant l'économie des îles Kouriles aux investissements de pays tiers, la Russie cherche à convaincre le Japon d'abandonner ses prétentions sur au moins deux des îles. Les deux autres îles pourraient servir de monnaie d'échange, afin de pousser Tokyo à renoncer à son alliance avec Washington.

devront s'y imposer comme des partenaires incontournables, afin que le nouveau régime n'ait d'autre choix que de respecter leurs intérêts, notamment sécuritaires (*Vzglyad*, 8 septembre 2021).

Afrique

Pour l'expert militaire (sans affiliation connue) A. Prokaïev, Bamako conserve des liens structurels avec Paris à travers son économie, ses flux financiers et ses élites ; en revanche, la lutte contre les milices locales et la menace terroriste est désormais assurée par les sociétés militaires privées (SMP) russes. Celles-ci bénéficient d'un certain prestige et proposent des tarifs concurrentiels. Cependant, **Paris s'efforcera probablement de compliquer l'action de Moscou en soutenant les forces d'opposition maliennes**, en médiatisant les prétendus crimes des mercenaires russes et en menaçant de réduire son assistance économique et humanitaire à Bamako. Une autre difficulté réside dans la complexité du paysage politique intérieur. Il conviendra de ne pas frapper toutes les milices de façon indistincte, afin d'éviter les flambées de violence. En particulier, **un travail diplomatique peut être effectué en direction des Peuls et des Touaregs**, dont certaines revendications politiques et économiques sont légitimes. En revanche, les groupes liés aux organisations terroristes comme l'État islamique et Al-Qaïda doivent être éliminés (*Vzglyad*, 26 septembre 2021).

Selon l'africaniste indépendant A. Tselounov, la principale cause de l'échec français au Mali est liée à l'élimination ciblée des leaders djihadistes d'origine algérienne et mauritanienne, qui a conduit à une fragmentation accrue des groupes et au recrutement de cadres locaux ayant su alterner terreur et médiation avec la population. Dans le contexte actuel, la SMP Wagner dispose de plusieurs atouts : **un capital de sympathie relativement élevé pour la Russie dans les grandes villes du sud du pays, et l'absence de contraintes bureaucratiques**. Dans le même temps, son action sur le terrain sera nécessairement plus limitée que celle d'une armée régulière, et ne peut se substituer à un règlement politique plus vaste. Par ailleurs, dans un contexte où la junte malienne est sommée par les pays voisins d'organiser des élections, **il n'est pas exclu que le vice-président Assimi Goïta cherche à « jouer la carte Wagner » (y compris comme levier de pression contre ses voisins) pour se maintenir durablement au pouvoir** (*Kommersant*, 27 septembre 2021).

Asie

Pour l'expert des relations internationales V. Frolov, **Moscou mène un « jeu subtil » pour accentuer la pression sur Tokyo afin de mettre un terme au contentieux sur les îles Kouriles**. D'une part, **la Russie a amorcé un rapprochement avec la Chine en matière de mémoire historique**, qui s'est récemment traduit par la déclaration bilatérale d'août 2021 sur la « reconnaissance du bilan de la Seconde Guerre mondiale ». D'autre part, **elle ouvre la possibilité à d'autres États (dont potentiellement la Chine et la Corée du Sud) d'investir massivement dans le développement économique des îles**, afin d'inciter le Japon à se positionner plus rapidement et à accepter les conditions russes. Enfin, Moscou laisse planer l'incertitude concernant la cession éventuelle des îles Habomai et Shikotan ; cette dernière « carte à jouer » pourrait permettre d'obtenir un compromis de la part du Japon et sa « finlandisation », c'est-à-dire son renoncement à la coopération militaire avec les États-Unis (*Republic.ru*, 2 septembre 2021).

Points clés

- Certains experts russes relativisent l'ampleur de la transition énergétique mondiale à venir. Pour l'heure, la Russie profite de la demande gazière croissante et du coût élevé des énergies renouvelables.

Énergie

Le ministère russe des Finances a annoncé avoir travaillé à un scénario « choc » de transition énergétique mondiale, qui ferait diminuer le Fonds souverain à 2-3 % du PIB russe en 2030. Selon A. Amiragian, du Centre pour la recherche stratégique, cette hypothèse impliquerait une baisse de 15-20 % de la demande en hydrocarbures à l'horizon 2030. Or, **la transition énergétique ne se déroulera probablement pas de façon aussi brutale** : des zones d'incertitudes demeurent quant à la possibilité d'implanter de nouvelles technologies (hydrogène, véhicules électriques, etc.) dans les pays émergents. En outre, la réduction annoncée de la consommation européenne en gaz et en pétrole devrait être partiellement compensée par la croissance de la demande asiatique (*Vedomosti*, 14 septembre 2021).

Pour O. Kalenov, de l'université russe d'économie Plekhanov, **la lenteur de la mise en œuvre de la transition énergétique au niveau mondial et la hausse actuelle du prix de l'énergie solaire profitent aux exportations gazières russes**. La demande mondiale en gaz a augmenté de 20 % en dix ans ; dès lors, il semble peu probable que les prix des hydrocarbures subissent une chute importante dans les années à venir. Un abandon total des énergies fossiles semble illusoire, même à plus long terme (*Nezavisimaïa Gazeta*, 15 septembre 2021)

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.